

Élise LECLERC

COMPTE RENDU

Christiane KLAPISCH-ZUBER, *Mariages à la florentine. Femmes et vie de famille à Florence (XIV^e-XV^e siècle)*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil (Hautes Études), 2020, 216 p.

Depuis plus de cinquante ans, Christiane Klapisch-Zuber met à profit la manne documentaire que nous avons héritée des Toscans des XIV^e et XV^e siècles pour interroger la façon dont les hommes et les femmes de cette époque vivaient et se représentaient ce qui les unissait ou au contraire les opposait. La famille, la parenté, l'alliance, les rapports entre les sexes et la condition des femmes dans la société ont été envisagés au prisme de l'analyse quantitative de sources sérielles – alors dans l'air du temps – puis l'enquête s'est toujours plus enrichie des éclairages fournis par les écrits privés que les Florentins nomment *ricordi* ou *ricordanze*, et par les images qui peuplaient leur quotidien et contribuaient à construire leurs représentations¹. Cet itinéraire scientifique et intellectuel « du nombre au profil² » a été jalonné par de nombreuses publications, disséminées dans des revues et des ouvrages parus aux quatre coins du monde³. Au fil du temps, le recueil de certaines de ces publications en volume a permis non seulement de pallier cette dispersion, mais aussi de les faire entrer en résonance pour broser une fresque toujours plus animée du vécu et des représentations des Florentines et des Florentins des XIV^e et XV^e siècles.

Mariages à la florentine s'inscrit pleinement dans cette dynamique : si ce mince volume est nourri de publications datant de 1985 à 2018⁴, ces tesselles sont agencées de telle sorte qu'elles dessinent un motif plus vaste, à savoir « la place que le mariage occupait dans la vie des hommes et des femmes de la Renaissance, avant que le concile de Trente vienne en réviser les règles, la liturgie et le sens pour les siècles ultérieurs » (p. 12). Toutefois, il faudrait peut-être préférer la métaphore de la *silhouette* à celle de la mosaïque, puisque pour s'efforcer d'écrire « l'histoire vécue » de l'institution sociale qu'est le mariage en prêtant attention au point de vue des femmes (p. 13), l'historienne dispose de sources presque exclusivement produites par des hommes⁵. Dans ces sources variées (officielles, privées ou iconographiques), l'ombre que les mâles voix dominantes projettent sur le vécu des Florentines empêche d'en broser un portrait aussi détaillé qu'on pourrait le souhaiter, mais en multipliant les éclairages, en insistant sur les temps et les espaces liminaires, en

¹ Sur ce parcours, voir l'essai d'ego-histoire qui ouvre le volume collectif offert à l'historienne : C. Klapisch-Zuber, « Du nombre au profil. Un parcours d'historienne » in I. Chabot, J. Hayez et D. Lett (dir.), *La famille, les femmes et le quotidien (XIV^e-XVIII^e siècle). Textes offerts à Christiane Klapisch-Zuber*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, p. 13-27.

² *Ibidem*.

³ Titres recensés, jusqu'en 2005, dans la « Bibliographie de Christiane Klapisch-Zuber », *ibid.*, p. 29-45.

⁴ La liste de ces publications est fournie aux p. 203-205. S'y ajoutent quelques paragraphes empruntés à d'autres publications, indiqués dans les notes des chapitres.

⁵ Biais du reste relevé par l'historienne (p. 13 et p. 147).

interrogeant les écarts, les marges, l'historienne parvient néanmoins à tracer les contours de ce vécu, dessinant un profil reconnaissable.

Dans les courts chapitres qui constituent ce volume, Christiane Klapisch-Zuber adopte un plan chronologique, et suit le cours de la vie des femmes des milieux aisés de la société florentine avant (I), pendant (II) et après (III) ce qui est alors l'événement central de leurs trajectoires. Il ne s'agit pas d'un parcours linéaire pour autant, car l'historienne fait une large place aux impasses et aux embranchements qui pouvaient détourner certaines femmes du chemin du mariage.

Dans le *Prélude*, l'auteure rappelle les limites imposées aux Florentins en matière de mariage au XV^e siècle : du moment que les interdits en matière de consanguinité étaient respectés, les mesures en vigueur tendaient à renforcer l'endogamie géographique déjà induite par les avantages politiques et sociaux que les familles tiraient d'alliances tissées au sein de leur gonfalon. Dans le premier chapitre, Christiane Klapisch-Zuber s'intéresse au concubinage : pour les hommes, et notamment les marchands temporairement expatriés, ce pouvait être un détour socialement acceptable et accepté sur le chemin d'un mariage noué d'ordinaire à leur retour dans leur cité d'origine. Défini avant tout par la négative, comme *non-mariage* du fait de l'absence de dot (puisqu'en pratique, « la dot *fait* le mariage » p. 29), le concubinage semble avoir occupé sur le plan juridique et social une zone d'ombre plutôt confortable pour ces messieurs, et n'apparaît qu'indirectement dans la documentation (souvent dans des procédures de légitimation d'enfants naturels). Pour les femmes concernées (ni esclaves ni servantes, car celles-ci ne rentraient pas *a priori* dans la catégorie des 'concubines' potentielles), cela représentait une impasse, à moins que leur concubin ne prenne des arrangements au moment de son départ (par exemple en les dotant pour un futur mariage). Car comme certaines l'apprennent à leurs dépens, aux yeux du droit et de la société florentine, l'échange public des consentements ne suffit pas pour qu'un mariage soit considéré comme vraiment légitime : il faut une dot, et se rendre publiquement au domicile de son époux. Or la constitution de cette dot – objet du deuxième chapitre – dépend de stratégies de financement mises en œuvre par les pères. Les écrits privés de Francesco di Tommaso Giovanni illustrent de façon aussi claire que crue les calculs des pères de famille, qui évaluaient très tôt les chances que leurs fillettes avaient de parvenir à l'adolescence et de trouver un mari, afin de décider de placer – ou non – de l'argent pour elles au *Monte delle doti* (car cette somme y serait immobilisée de longues années). Dès leur tendre enfance, certaines fillettes se trouvaient ainsi écartées de la voie traditionnelle du mariage, et destinées au couvent, c'est-à-dire au mariage avec Dieu, qui présentait l'avantage d'être bien moins dispendieux pour leur famille. Comme le montre l'historienne dans le troisième chapitre (qui s'appuie là encore principalement sur les écrits de Francesco di Tommaso Giovanni), la bifurcation que représentait l'entrée dans les ordres n'était pas du tout appréhendée de la même façon par les familles selon qu'elle concernait leurs filles ou leurs fils : on testera la vocation de garçons d'une vingtaine d'années, tandis qu'on se contentera d'une absence d'opposition forte et explicite de la part de fillettes âgées de moins de dix ans. Comme le rappelle l'auteure dans l'interlude qui conclut cette première partie, le mariage est en effet une affaire de familles avant tout, une alliance entre deux groupes de parenté dont les enjeux sont à la fois sociaux, politiques, économiques et symboliques. D'où les modalités complexes

des noces, présentées de manière synthétique mais sans négliger les exemples (tirés là encore principalement de sources privées) qui donnent de ces rituels une image vivante et en soulignent les nuances, selon l'appartenance sociale des mariés et l'époque du mariage.

La deuxième partie du volume s'intéresse à la vie des femmes après leurs noces, et en particulier à la place qui leur revenait dans le foyer. Le quatrième chapitre de l'ouvrage présente l'évolution des lois somptuaires qui réglementaient les dépenses liées aux noces, du XIII^e au XVI^e siècle (en matière d'invités, de vêtements et de cadeaux surtout, tandis que les fards, moins coûteux, échappèrent longtemps aux lois somptuaires, malgré les critiques portées par certains moralistes et prédicateurs). Dans un contexte de surenchère lié à la puissance symbolique et sociale de cet étalage des richesses des familles, l'intérêt bien compris des hommes – maris et législateurs – les poussa à mettre en œuvre une politique de limitation des dépenses mal vécue par les Florentines qui, « étrangères aux responsabilités économiques et politiques, misaient tout sur le paraître pour exprimer leur honneur et leur statut » (p. 61). Le moment des noces et les mois qui précédaient la première grossesse constituaient en effet l'apogée sociale des Florentines de l'époque. En effet, il leur revenait alors d'afficher l'alliance et le statut social de la famille qu'elles venaient de quitter et de la famille dans laquelle elles venaient d'entrer, en paradant dans de beaux habits, parées de beaux bijoux appelés à être revendus, restitués ou prêtés par leur mari dès qu'elles revêtaient les sobres atours des mères de famille. Après le zénith des noces, la position des femmes sur de nombreux plans peut, au mieux, se maintenir, mais risque surtout de décliner. Ainsi, alors que la richesse des hommes augmente au fil du temps grâce à leur activité professionnelle (mal vue chez les femmes de la haute société, et donc volontiers dissimulée, avec la complicité des maris, quand elle existe) la « richesse des femmes » (objet du cinquième chapitre, qui fait une large place aux sources iconographiques) « est figée par le système dotal » (p. 68) et ne peut que décroître après leur mariage. Si les habits et parures qu'elles revêtaient temporairement ne sont finalement qu'un reflet de la richesse des maris, c'est du côté de la dot et du trousseau que l'on doit, selon Christiane Klapisch-Zuber, chercher la richesse *des* femmes. Si la dot est volontiers représentée dans l'iconographie par une bourse emplies de pièces de monnaie (pour symboliser l'échange), dans les rues de Florence – et ainsi aux yeux de la société – ce sont les coffres décorés qui contiennent le trousseau et accompagnent longtemps les mariées chez leurs époux qui, par une sorte de métonymie symbolique « disent » tout à la fois la légitimité de l'union, l'importance de la dot et la puissance des familles qui s'allient. Hors de leur dot et de leur trousseau, point de source de profit honorable pour les femmes mariées, dont la valeur sociale était dès lors déterminée par leur comportement, en tant qu'épouses et mères. Or comment devient-on une bonne épouse et une bonne mère ? Comme on le voit dans le sixième chapitre, les images offertes à la vue des femmes dans le foyer conjugal jouaient un rôle didactique, mais aussi un rôle quasi « magique ». À partir des années 1420, les images peintes sur les coffres de mariage changent, en même temps que leur place dans le cérémonial : de plus en plus souvent à la charge du marié, ces coffres cessent en effet progressivement d'accompagner la mariée vers sa nouvelle demeure pour devenir des objets destinés à l'intimité de la chambre des époux. On trouve alors de plus en plus de nus à l'intérieur des couvercles de ces coffres, supposés pouvoir contribuer, par « magie sympathique » (p. 96) à la fécondité du couple, de même que les jolis

bébés potelés représentés sur les plateaux d'accouchée. Dans ce chapitre, l'intérêt marqué de l'historienne pour l'onomastique et sa symbolique ressurgit à l'occasion d'un excursus sur les mesures « magiques » mises en œuvre par les parents pour protéger les bébés, telles que les amulettes mais aussi le choix du prénom Romolo, en hommage à un saint connu pour ses fonctions apotropaïques. Dans le chapitre suivant, on revient au vécu des femmes mariées, devenues mères, et à leur rôle en matière d'éducation et d'apprentissages (en l'occurrence, garder les enfants, avec l'aide de servantes et de nourrices, et leur apprendre l'alphabet et les rudiments de la lecture). Les principales sources mobilisées dans ce chapitre sont des traités sur l'éducation produits par des ecclésiastiques conservateurs (comme Giovanni Dominici) ou par des humanistes (comme Leon Battista Alberti, Matteo Palmieri ou encore Maffeo Vegio), mais l'historienne choisit de les aborder de biais : plus que ce qu'ils préconisent, ce sont les critiques qu'ils adressent aux épouses qui sont au centre de l'attention, notamment concernant les fables plus ou moins superstitieuses qu'elles raconteraient aux enfants, donnant naissance à des peurs insensées dont les jeunes hommes devraient ensuite se défaire en grandissant. Durant le mariage, et y compris en matière d'éducation des enfants au sein du foyer, la subordination est en effet la norme pour les femmes, et les hommes de l'époque ne manquent pas de réaffirmer cette hiérarchie, par des mots comme par des images, notamment en condamnant les femmes qui déviaient de cette trajectoire en luttant « pour la culotte ». Ce motif très en vogue en Europe du Nord et présent dans l'iconographie florentine du XV^e à la fin du XIX^e siècle se décline sous deux formes (une lutte de plusieurs femmes pour une culotte représentant les faveurs d'un homme d'une part, et le renversement de la domination masculine par l'appropriation de la culotte par une femme d'autre part) qui mettent à chaque fois en cause « la place respective des hommes et des femmes dans la sphère domestique » (p. 112), objet de ce chapitre.

Dans la troisième partie, Christiane Klapisch-Zuber s'intéresse au vécu des femmes après la fin d'un mariage. Comme elle le rappelle dans le huitième chapitre, en cas de mésentente, les couples pouvaient faire enregistrer leur séparation devant notaire, ou bien la faire avaliser par l'autorité épiscopale (*divortium*), tandis que l'annulation du mariage demeurait très difficile à obtenir. Cependant, c'était généralement le décès de l'un des époux qui signait la fin d'un mariage : pour les femmes (souvent encore jeunes en raison de la différence d'âge entre les sexes au moment du mariage), cela marquait le début d'une phase de négociation avec toutes sortes d'interlocuteurs masculins afin qu'elles puissent récupérer leur dot et, le cas échéant, gérer ou cogérer l'héritage de leur progéniture. Entre 1330 et 1530, alors que le remariage des hommes veufs est fréquent, les secondes noces sont beaucoup moins fréquentes pour les veuves, à qui l'on préfère des célibataires. Et gare à celles qui se remarieraient trop vite ! Si elles demeuraient veuves, elles s'occupaient d'abord de conserver et de gérer au mieux le patrimoine revenant à leurs enfants (distinct de la dot qui devait leur revenir), comme nous l'apprend le neuvième chapitre sur la base des exceptionnelles sources féminines que sont les correspondances d'Alessandra Macinghi Strozzi, Dora del Bene et, dans une moindre mesure, Lucrezia Tornabuoni. On les voit ainsi reprendre, avec une autonomie limitée par différentes autorités masculines (parents, voisins, officiers communaux) le flambeau des pères pour ce qui est de l'éducation de leurs enfants, mais aussi – et surtout – du mariage de ceux-ci, même si les veuves n'ont pas un rôle décisionnaire en la matière. Dans le dixième et

dernier chapitre, l'historienne s'intéresse à l'héritage matériel et symbolique des femmes et fait le constat qu'à Florence (plus qu'à Venise par exemple), les femmes sont bridées par le droit, la loi et la coutume en matière de transmission. Dans la Florence du *Quattrocento*, le statut politique dépend ainsi – à de très rares exceptions près – exclusivement de la lignée paternelle. Ce biais patrilinéaire se retrouve jusque dans le choix des prénoms, et un surnom 'matronymique' était souvent signe de bâtardise (ou d'une volonté de cacher son identité, par exemple dans des documents pouvant intéresser les autorités fiscales). En ce qui concerne le droit successoral et son évolution au cours du XIV^e et du XV^e siècle (toujours plus en faveur des veufs) l'historienne renvoie aux travaux d'Isabelle Chabot⁶. Qu'appartient-il alors aux femmes de transmettre ? De l'amour, si l'on en croit la partie du *Paradiso degli Alberti* de Giovanni Gherardi da Prato où l'on débat des forces respectives de l'amour paternel et de l'amour maternel. Un personnage masculin avance deux arguments en faveur du primat de l'amour paternel : l'un appartient au champ de l'expérience (certaines veuves abandonnent leurs enfants), tandis que l'autre relève du paralogisme (l'homme étant naturellement plus parfait que la femme, il aime forcément plus parfaitement). L'auteur prête ensuite à un personnage féminin un discours qui s'appuie lui aussi sur l'expérience et sur des arguments naturalistes (le soin des enfants incombe aux femelles dans le règne animal et par nature, d'après le personnage) mais pointe la contradiction entre cette logique et les constructions sociales (au nom de la supposée faiblesse « naturelle » des femmes, on oblige les veuves à se remarier en abandonnant leurs enfants dans l'opération, ce qui ne les empêche pas de conserver leur affection naturelle pour une progéniture dont la filiation est par ailleurs certaine), avant d'ajouter un exemple contemporain d'amour maternel et un contre-exemple antique d'amour paternel (selon Valère Maxime, Catilina aurait tué son fils pour qu'une femme l'épouse, ce qu'aucune femme n'eût fait). L'arbitre du débat tranche en faveur de l'oratrice en retenant l'argument de la certitude de la filiation féminine, qu'il associe à l'énoncé gnominique selon lequel « on aime mieux ce dont on est certain » (p. 137). Le débat sur le thème de l'amour filial se trouve alors relancé, donnant lieu à d'autres récits sur les liens du sang et les liens de l'éducation, dans le cas d'enfants adoptés. Le fait que plusieurs de ces récits se concluent sur une pirouette montre à quel point ces sujets faisaient débat, mais leur contexte montre que plus que d'amour filial, c'est avant tout d'héritage, de transmission des biens d'une génération à l'autre qu'il était vraiment question.

Dans l'épilogue qui conclut le volume, Christiane Klapisch-Zuber revient sur les biais introduits par la provenance masculine des sources privilégiées du livre (les livres de famille, presque toujours tenus par les chefs de famille en premier lieu, mais aussi les traités d'économie domestique ou d'éducation écrits par des lettrés, les images peintes sur différents supports par des hommes, des textes juridiques et législatifs élaborés et votés par des hommes...) avant de conclure ainsi :

Ce que les éclats de vie rapportés par les *ricordanze* florentines permettent de reconstituer montre qu'est confié aux hommes le soin d'accumuler et d'accroître les richesses acquises ou héritées, alors qu'il est interdit aux femmes. Considérées comme

⁶ Voir en particulier I. Chabot, *La Dette des familles. Femmes, lignage et patrimoine à Florence aux XIV^e et XV^e siècles*, Rome, EFR, 2011.

des marchandises autour desquelles les familles négocient leurs alliances en en supputant le prix, autrement dit la qualité, la beauté et les vertus, les femmes n'ont de valeur véritable que par l'entremise de leur dot et, par cet autre bien si précieux, par leur virginité ou leur chasteté. Rarement par leur raison ou leur intelligence : il ressort de ces textes un certain mépris pour leurs capacités à gérer, à éduquer, à transmettre. Même l'amour qu'elles prodiguent à leurs enfants est discutable aux yeux de leurs censeurs, parce qu'il verse trop vite dans la superstition et les caresses (p. 148).

Or, l'immense majorité des Florentines ne se rebellaient pas face à cette situation, mais intégraient ces normes et suivaient sans broncher la voie du mariage tracée pour elles par les hommes. Si le cas des Florentines était relativement particulier – précise l'historienne – en raison de la structuration fortement patrilinéaire de la vie familiale et politique dans la cité du lys de la Renaissance (p. 149), ce volume offre aux femmes et aux hommes d'aujourd'hui un tableau captivant à l'aune duquel interroger le mariage et les rapports entre les sexes. Pour Christiane Klapisch-Zuber, dans la Florence des XIV^e et XV^e siècles, « c'est dans les marges et les failles mêmes de cette idéologie de la patrilinéarité que les femmes doivent se glisser pour se faire admettre comme acteurs sociaux » (p. 149). À la lecture de ce livre passionnant, au style toujours agréable, on a l'impression que cette conviction se reflète aussi dans la façon dont l'historienne interroge, avec profit, les marges et les failles de ses multiples sources pour mieux surmonter leurs silences et la sous-représentation documentaire des femmes ; en somme, pour ne pas renoncer.